



Nikola N. Perišić^[1]

Institut d'études politiques
Belgrade (Serbie)

UDC 342.8(44)"2024"
323(44)"2024"
Article de revue
Reçu: 20.8.2024.
Accepté: 9.4.2025.
doi:10.5937/napredak6-52882

Contexte et conséquences des élections législatives anticipées en France en 2024 : L'ascension des acteurs de la droite et de la gauche politiques

Résumé : Après les mauvais résultats de sa formation politique aux élections européennes, le président français Emmanuel Macron a décidé de convoquer des élections législatives anticipées. Une telle initiative est inhabituelle dans le fonctionnement du système politique français, car ces élections anticipées sont rarement organisées. Le mécontentement des électeurs face aux différentes décisions prises par Macron au cours de ses deux mandats présidentiels a été exploité par les forces politiques de droite et de gauche pour accroître leur soutien électoral. Cependant, grâce au système électoral et aux calculs post-électorales, le mouvement politique dirigé par Macron a conservé une influence importante au sein du Parlement. En conséquence, les forces d'opposition n'ont pas été en mesure de constituer une majorité susceptible d'aboutir à une cohabitation, situation qui ne s'est plus produite depuis l'an 2000, lorsque la réduction du mandat présidentiel de sept à cinq ans a conduit à la synchronisation des élections présidentielles et législatives la même année. En convoquant des élections législatives anticipées, si les élections devaient à l'avenir se tenir à leur échéance normale, elles seraient désormais dissociées, augmentant ainsi la possibilité de cohabitation dans les années à venir. La manière dont le système politique français fonctionnera dans une telle configuration, ainsi que l'évolution future de la popularité des forces politiques de droite et de gauche, seront analysées et étudiées dans cet article.

Mots-clés : système politique français, élections législatives en France, Emmanuel Macron, Rassemblement national, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon.

[1] nikola.perisic@ips.ac.rs ; <https://orcid.org/0000-0002-3642-0731>

Introduction

22 |

Le cadre juridique actuel de la Cinquième République définit le système politique français comme un régime semi-présidentiel, dans lequel le président de la République est la figure politique dominante. Il dispose ainsi du pouvoir de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections législatives anticipées (Knapp et Wright, 2006, pp. 88-89). Les raisons des changements du système politique et électoral doivent être recherchées dans le fait que, sous la Quatrième République, un système électoral proportionnel était en vigueur, ce qui entraînait la formation de gouvernements de coalition instables (Petrović, 2013, p. 96). Durant cette période de la Quatrième République, en l'espace de treize ans (1945-1958), pas moins de vingt-cinq gouvernements se sont succédé (Vasović, 2008, p. 119). Les élections législatives anticipées n'ont pas été une caractéristique fréquente de la Cinquième République, et cette possibilité a été encore plus réduite après l'adoption de l'amendement constitutionnel de 2000, qui a ramené le mandat présidentiel de sept à cinq ans. Cette réforme a conduit à la synchronisation des élections présidentielles et législatives la même année, à seulement quelques semaines d'intervalle. Cela a favorisé la formation politique dont le candidat remporte l'élection présidentielle, car, porté par cette dynamique de popularité, il parvient à obtenir un résultat électoral suffisant pour assurer une majorité à son camp. Ainsi, la possibilité de cohabitation est réduite au minimum, malgré l'utilisation d'un système électoral majoritaire à deux tours et la personnalisation du vote. Toutefois, après les élections européennes du

9 juin, le président français Emmanuel Macron, en raison des mauvais résultats de son parti, Renaissance, a décidé de convoquer des élections législatives anticipées. Macron a été critiqué pour cette décision, car elle était perçue comme une source d'instabilité supplémentaire, étant donné que les élections ont été convoquées seulement quelques semaines avant le début des Jeux olympiques de Paris, un événement qui accaparait toute l'attention de la société. Le premier tour s'est tenu le 30 juin et le second le 7 juillet. Comme il est mentionné ci-dessus, le système électoral est majoritaire à deux tours dans des circonscriptions uninominales (au total 577). Si aucun candidat ne remporte la majorité absolue au premier tour, tous ceux ayant obtenu plus de 12,5 % des suffrages des électeurs inscrits peuvent accéder au second tour. C'est là l'une des spécificités majeures du système électoral français, car elle permet à plus de deux candidats de se qualifier pour le second tour dans une même circonscription. Cette configuration peut entraîner des dynamiques de coopération entre les candidats et favoriser des repositionnements stratégiques entre les deux tours. C'est pourquoi il est crucial pour tous les candidats qualifiés pour le second tour d'obtenir le soutien des candidats éliminés au premier tour ou de ceux dont les chances de succès au second tour sont très faibles (Orlović, 2011, p. 37). C'est précisément pour cette raison que le succès électoral d'une formation politique au premier tour ne garantit pas qu'il se traduira de la même manière au second tour en termes de sièges remportés.

Les élections législatives anticipées de 2024 ont eu lieu à un moment où la France, comme de nombreux autres pays d'Europe de l'Ouest, est touchée

Nikola N. Perišić

Contexte et conséquences des élections législatives anticipées en France en 2024 : L'ascension des acteurs de la droite et de la gauche politiques



| 23

Banderoles des candidats aux élections législatives, Versailles, France, le 26 juin 2024.

Photo: Shutterstock

par une crise économique et alors que deux conflits se déroulent dans le monde : l'un en Ukraine et l'autre dans la bande de Gaza. Il convient également de rappeler qu'après son élection pour un second mandat présidentiel, Emmanuel Macron a mis en œuvre une réforme des retraites, portant l'âge légal de départ de 62 à 64 ans. Cette mesure a suscité un profond mécontentement parmi une partie de la population et a favorisé l'unité des forces politiques

de gauche. Cependant, cette situation, roison électoral. En conséquence du contexte des élections et de leur importance, la participation a dépassé les 66 % des citoyens, ce qui peut être considéré comme l'une des plus fortes participations aux élections législatives en France. À titre de comparaison, lors des élections législatives précédentes en 2022, la participation était inférieure à 50 %, précisément autour de 47 %^[2]. Les premières indications de changements

[2] <https://data.ipu.org/parliament/FR/FR-LC01/election/FR-LC01-E20220612/> (приступљено 16.8.2024.)

dans les rapports de force sur la scène politique française sont apparues lors des élections européennes, où le Rassemblement national a obtenu le plus de soutien, suivi par la France Insoumise, dirigée par Jean-Luc Mélenchon. C'est précisément cet événement qui a conduit à la convocation d'élections législatives anticipées en France.

Croissance de la droite - une opportunité pour le rassemblement national

24 |

Les formations politiques situées à droite du spectre politique se caractérisent par leur orientation vers des valeurs traditionnelles telles que la nation, l'État, l'idéal de l'ordre et de la hiérarchie (Ignazi, 2020, p. 12). Dans leur discours politique, elles recourent fréquemment au populisme. Cependant, il convient de noter que ce mode de communication politique avec les électeurs est devenu dominant pour toutes les options idéologiques. La domination du populisme est apparue en 2016, lorsque Donald Trump a utilisé cette stratégie électorale et est devenu président des États-Unis (Anderson et Secor, 2022, p. 3). Au cours des dernières années, on a observé une croissance de la popularité des acteurs politiques de droite, même dans des contextes traditionnellement orientés politiquement différemment, le meilleur exemple étant la Suède, où les Démocrates suédois (une option politique de droite) sont le plus grand parti gouvernemental dans la coalition actuelle. Ce qui a favorisé la montée de la droite, ce sont les différentes crises qui ont eu lieu en Europe, à commencer par la crise économique de 2008, suivie de la crise migratoire à laquelle l'Europe n'a pas eu de réponse unifiée, qui

a duré de 2011 à 2015, époque où plusieurs conflits ouverts ont éclaté au Moyen-Orient, le plus intense étant la guerre civile en Syrie. Par la suite, la crise du COVID-19 s'est ajoutée, suivie de tout ce qui a découlé du conflit en Ukraine. Souvent, dans le discours public ces options politiques sont qualifiées d'« extrêmes », ce qui n'est pas tout à fait vrai, car la plupart de ces options appartiennent à la « droite modérée ». L'atténuation des positions des acteurs politiques de droite devient évidente lorsqu'ils accèdent au pouvoir, et le meilleur exemple en est la Première ministre italienne Giorgia Meloni, qui a été présentée comme la « héritière de la politique de Mussolini », mais qui a poursuivi une politique similaire à celle de ses prédécesseurs, en insistant davantage sur les intégrations dans l'OTAN. Un comportement similaire de la droite est également observable en Suède, qui n'a pas interrompu le processus d'adhésion à l'OTAN.

De manière similaire, l'opinion publique en France attribue à Rassemblement national l'étiquette de « droite extrême ». Ce mouvement politique, à l'époque où Jean-Marie Le Pen l'a fondé en 1972, avait en effet des positions extrêmes sur certaines questions. Il était basé sur un leader fort et prônait le nationalisme, qui se reflétait dans l'idée que l'État devait d'abord se tourner vers la population locale (Mudde, 2007), et encensait la stigmatisation de certains groupes minoritaires, considérés comme une menace pour certaines valeurs traditionnelles, en particulier les groupes migratoires (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2013, p. 166). Pendant la crise économique qui a frappé la France dans les années 1980, le Rassemblement national, à travers ses critiques et ses propositions de solutions pour surmonter cette situation, a acquis

Nikola N. Perišić

Contexte et conséquences des élections législatives anticipées en France en 2024 : L'ascension des acteurs de la droite et de la gauche politiques

pour la première fois le statut de parti parlementaire (Hubé et Baloge, 2021, p. 26). De cette manière, il s'est établi dans la vie politique française, mais n'a jamais réussi à obtenir un succès électoral significatif. Il a souvent obtenu environ 15% des voix, et le président du parti, Jean-Marie Le Pen, s'est qualifié pour le second tour des élections présidentielles de 2002 (Perrineau, 2003, p. 27). Sa fille Marine Le Pen l'a succédé à la tête du parti en 2011, et depuis lors, le Rassemblement national a enregistré une croissance progressive de sa popularité, mais sans victoire électorale concrète. Les échecs électoraux ont motivé Marine Le Pen à adoucir ses positions avant les élections présidentielles de 2022, passant de l'idée que la France devrait quitter l'Union européenne à l'idée qu'une « réforme souverainiste »

était nécessaire pour l'Union européenne. Le changement définitif de cette option politique a été mis en œuvre avant les élections législatives anticipées de 2024, lorsque Bardella a pris la présidence du Rassemblement national et a été leur candidat au poste de Premier ministre de la France. Pendant sa campagne, il a parlé de la nécessité pour la France de maintenir ses liens avec l'OTAN et d'abandonner la politique de retrait des troupes françaises du commandement militaire stratégique de l'OTAN (RFE, 2024). Ce repositionnement du Rassemblement national permet de conclure qu'il ne s'agit pas d'une option « extrême », mais plutôt d'une option « modérée », surtout que la position de « droite extrême » est désormais occupée par le mouvement politique d'Éric Zemmour.

| 25



Photo: Shutterstock

Le changement de leader du Rassemblement national ne peut pas être considéré comme fondamental, mais uniquement comme un changement symbolique visant à modifier l'image du parti et à attirer les électeurs plus jeunes. En même temps, il ne faut pas oublier que la France se prépare pour les élections présidentielles de 2027, où on peut s'attendre à une nouvelle candidature de Marine Le Pen, qui pourra plus facilement se préparer pour cette campagne si elle réduit ses obligations de partis avant les élections. Tout cela doit être perçu comme des raisons pour lesquelles il y a eu des changements à la tête de cette option politique.

26 |

La gauche unie – une menace potentielle pour Macron

Il est considéré que la gauche trouve ses racines dans l'action politique en France et s'est développée pendant la Révolution française avec le désir d'assurer l'égalité (Venizelos and Stavrakakis, 2023, p. 290). Plus tard, au cours du XX^e siècle, différentes variantes de la gauche ont émergé, allant de celles totalement radicales, comme le communisme et le socialisme, à des options plus modérées comme la social-démocratie (Ramiro, 2016, p. 2). La gauche moderne prend de plus en plus la forme de partis politiques écologiques, communément appelés « verts ».

La France a une expérience de plusieurs décennies avec des options politiques de gauche, ce qui se reflète peut-être le mieux dans les deux mandats présidentiels de François Mitterrand de 1981 à 1995 (Milić, 2021). Avec le renforcement d'autres forces politiques, la gauche entre en crise et se divise en plusieurs partis, mouvements et organisations. Il

semble que ces forces aient été unifiées par Jean-Luc Mélenchon au sein du parti La France Insoumise avant les élections présidentielles de 2022, où il a été le principal concurrent de Marine Le Pen pour entrer au second tour. Grâce à la réforme des retraites mise en œuvre par Emmanuel Macron après son second mandat présidentiel, Mélenchon émerge comme le leader de la gauche après l'organisation d'un grand nombre de manifestations à travers la France en raison de cette décision de Macron. La communication politique de Mélenchon est également caractérisée par le populisme. Le populisme de gauche trouve ses racines dans l'action de divers dictateurs latino-américains, et en Europe, son précurseur peut être considéré comme Alexis Tsipras et son mouvement politique Syriza (Jager et Borriello, 2020, p. 740–741). Le « plus réussi » représentant du populisme de gauche peut être considéré comme le mouvement espagnol Podemos (Mazzolini et Borriello, 2022, p. 285). Dans la littérature spécialisée, Jean-Luc Mélenchon est justement cité comme un exemple de « populisme de gauche » en France (Marlière, 2019, p. 98). En tenant compte des pays où le « populisme de gauche » s'est le plus développé, on peut dire qu'il est principalement dominant dans les pays méditerranéens. La caractéristique principale du populisme utilisé par les gauchistes est l'argument de la lutte des classes et la critique du système capitaliste qui a évolué en un système néolibéral, ce qui entraîne une augmentation des différences de classe et la disparition de la « classe moyenne » (Venizelos and Stavrakakis, 2023, p. 291). C'est pourquoi il atteint son pic de popularité pendant la crise économique de 2008, mais de nombreux politiciens utilisent toujours cette approche aujourd'hui. Ainsi, chaque populisme recherche un « ennemi » et le trouve dans les entreprises et d'autres indivi-

duc qui favorisent le capitalisme et le néolibéralisme (Bonansinga, 2022, p. 512). Il se réfère souvent à l'enseignement marxiste, ce qui peut être observé dans l'action publique de Mélenchon, qui a déclaré qu'il s'était « intellectuellement construit sur le marxisme » (Chloé, Bristielle et Chazel, 2021, p. 936).

Jean-Luc Mélenchon est un homme politique français de longue date, qui a commencé sa carrière au sein du Parti socialiste, avant de participer pour la première fois à l'élection présidentielle de 2012 sous la coalition Front de gauche, sans grand succès électoral (Chloé, Bristielle et Chazel, 2021, p. 934). Actuellement, il est probablement l'un des politiciens les plus réussis à utiliser le « populisme de gauche », et il décrit Macron comme « le président des riches », car il a été un économiste à succès et un produit de l'école néolibérale. De plus, la plupart des manifestations organisées contre lui ont eu une composante économique, comme les manifestations des « gilets jaunes » contre l'augmentation du prix du carburant ou les protestations récentes contre la réforme des retraites. Sur la base de ces événements, les Insoumis de Mélenchon ont maximisé leur nombre de voix. Le fait que la gauche en France se soit stabilisée est montré par une série de cycles électoraux depuis 2022. En effet, elle a été la deuxième option politique après le Rassemblement National lors des élections pour le Parlement européen, et a amélioré ses résultats lors des deux élections législatives en France. Cependant, l'incapacité de Mélenchon à se positionner par rapport aux phénomènes mondiaux et aux défis l'a probablement empêché d'obtenir un résultat électoral plus significatif (Venizelos and Stavrakakis, 2023, p. 292), malgré le fait qu'il ait réussi en relativement peu de temps à devenir l'un des leaders politiques les plus influents en France.

Résultats électoraux – (im)possibilité de cohabitation

La spécificité du système politique français se reflète également dans le système électoral utilisé lors des élections législatives. Il s'agit d'un système électoral majoritaire à deux tours avec des circonscriptions uninominales. La particularité réside dans le fait que tous les candidats ayant obtenu plus de 12,5 % des voix au premier tour sont qualifiés pour le deuxième tour, et non seulement les deux premiers candidats, ce qui est généralement une caractéristique des systèmes électoraux majoritaires à deux tours. Ce système électoral favorise les grands partis politiques et seuls les partis ayant une infrastructure bien développée à l'échelle nationale peuvent obtenir des mandats. Ce système électoral est appliqué en France depuis la création de la Cinquième République en 1958, tandis que sous la Quatrième République (1945–1958), un système électoral proportionnel était utilisé (Orlović, 2011, p. 37). Étant donné que le système politique français est semi-présidentiel et que la personnalité politique la plus importante est le président, les élections législatives ne peuvent pas être considérées comme les plus significatives (Dupoirier and Sauger, 2010, p. 26). Toutefois, malgré ce fait, il est dans l'intérêt de chaque président de la République de minimiser la possibilité de cohabitation, car cela affecte l'efficacité de la prise de décision dans le pays et peut entraîner des crises indésirables. La France a des expériences négatives de cohabitation, datant de l'époque où le président était Mitterrand, tandis que les Premiers ministres étaient d'abord Chirac, puis Balladur, ainsi que lorsque Chirac était président et Jospin Premier ministre. La principale

raison de la cohabitation était la séparation des processus électoraux, et c'est pourquoi, après les amendements constitutionnels de 2000, le mandat présidentiel a été réduit de sept à cinq ans, ce qui a permis que les élections présidentielles et législatives se tiennent la même année, à quelques semaines d'intervalle (Elgie, 2001, p. 113-114). En déclenchant des élections législatives anticipées, Macron a augmenté la possibilité de cohabitation. Sa popularité a chuté depuis 2022, lorsqu'il a rem-

porté son second mandat présidentiel, en raison de diverses décisions qui n'ont pas été approuvées par les citoyens. Or, il semble que Macron ne se soucie pas trop de cela, car il est conscient de ses pouvoirs constitutionnels et de l'impossibilité d'activer un mécanisme qui pourrait conduire à sa destitution, tout en étant également conscient du fait que sa carrière politique en France prendra fin lorsqu'il achèvera son mandat en 2027, et qu'il poursuivra sa carrière au sein d'une institution internationale.

28 |

NOM DU PARTI POLITIQUE	POURCENTAGE DES VOTES OBTENUS
Rassemblement National – Marine Le Pen	33,2%
Coalition de gauche – Jean-Luc Mélenchon	28%
Renaissance – Emmanuel Macron	20%
Les Républicains	6,6%
Extrême droite – Éric Zemmour	0,7%

Tableau 1. Résultats du premier tour des élections législatives en France en 2024^[3]

The first cycle of the parliamentary election in France was held on 30th June. According to the data from Table 1, it can be concluded that Rassemblement national won the largest number of votes in the first cycle of the parliamentary election. The results were somewhat surprising because they were not the premier tour des élections législatives en France a eu lieu le 30 juin. D'après le tableau 1, on peut conclure que le Rassemblement National a obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour des

élections législatives. Les résultats ont été quelque peu surprenants, car ils n'étaient pas entièrement en ligne avec les élections pour le Parlement européen qui se sont tenues seulement trois semaines auparavant en France. À ce moment-là, le Rassemblement National de Marine Le Pen avait obtenu 31,9 %, Renaissance d'Emmanuel Macron 14,6 %, et la Coalition de gauche de Jean-Luc Mélenchon 9,89 %^[4]. Des résultats électoraux similaires ont obtenus les Républicains, qui ont obtenu 7,25 %,

[3] Résultats extraits du site <https://www.euronews.com/my-europe/2024/07/01/french-election-results-winners-and-losers-in-paris> (consulté le 16.8.2024.)

[4] <https://results.elections.europa.eu/en/france/> (consulté le 16.8.2024.)

tandis que les Socialistes ont enregistré un résultat bien meilleur par rapport aux élections législatives de juin, avec 13,83 %^[5]. Néanmoins, il convient de noter que les élections pour le Parlement européen sont considérées comme des élections « de second ordre », et les électeurs ne ressentent pas le même degré de responsabilité que lors des élections nationales (Samardžić, 2015, p. 11). Le taux de participation était relativement élevé pour les élections législatives, avec 67 % des électeurs inscrits ayant voté. Le degré d'incertitude du processus électoral est également illustré par le fait que, dans 306 circonscriptions électorales (ce qui représente presque la moitié du nombre total de circonscriptions), plus de deux candidats ont passé le premier tour. On considère que cette situation avantage les partis politiques qui ont obtenu le plus grand soutien au premier tour des élections législatives. D'autre part, dans 76 circonscriptions électorales, les sièges ont été attribués après le premier tour, dont 38 ont été attribués au Rassemblement National. Comparé aux élections de 2022, on remarque qu'à ce moment-là, seulement

cinq sièges avaient été attribués après le premier tour. Cette différence entre les deux processus électoraux, en seulement deux ans, peut être expliquée par le fait que les élections de 2024 ont connu un taux de participation beaucoup plus élevé et que les électeurs ont clairement exprimé leurs préférences en faveur de l'un des trois principaux blocs politiques (droite, centre et gauche). Cependant, à la fin du premier tour, des négociations publiques ont eu lieu entre le Renouveau d'Emmanuel Macron et le leader de la gauche, Jean-Luc Mélenchon. Le Premier ministre français, Attal, issu du parti de Macron, a déclaré qu'« aucun vote ne doit être donné à Marine Le Pen » lors du deuxième tour. Cela correspond pleinement à ce que Macron avait exprimé après le premier tour, en soulignant qu'une large coopération était nécessaire pour stopper la montée du Rassemblement National. Cette rhétorique exacerbée avant le second tour des élections législatives a conduit à des collaborations dans de nombreuses circonscriptions électorales entre les candidats représentant les options politiques de Macron et de Mélenchon.

NOM DU PARTI POLITIQUE	POURCENTAGE DES VOTES OBTENUS	NOMBRE DES SIÈGES REMPORTEÉS
Rassemblement National – Marine Le Pen	33,35%	143
Coalition de gauche – Jean-Luc Mélenchon	28,28%	182
Renaissance – Emmanuel Macron	21,79%	168
Les Républicains	7,25%	60

Tableau 2. Résultats du deuxième tour des élections législatives en France en 2024^[6]

[5] <https://results.elections.europa.eu/en/france/> (consulté le 16.8.2024.)

[6] Résultats extraits du site <https://www.france24.com/en/france/20240704-2024-french-legislative-elections-results-of-the-second-round> (consulté le 16.8.2024.)

Au deuxième tour, une grande participation a été enregistrée, similaire à celle du premier tour, avec plus de 66,5 %, ce qui représente la plus grande participation au second tour des élections législatives depuis 1997. Dans le tableau 2, on peut voir qu'il n'y a pas eu de grands changements en pourcentage entre les résultats obtenus par les trois options politiques les plus populaires en France. Néanmoins, une grande disproportion est observée pour le Rassemblement National entre le nombre de voix et les mandats qu'ils ont obtenus. Cela constitue l'une des conséquences négatives du système électoral majoritaire, car il ne suffit pas d'avoir un large soutien des électeurs, ce soutien devant être réparti aussi équitablement que possible entre les circonscriptions pour maximiser le nombre de mandats (Nohlen, 1992, p. 89). La campagne négative menée contre le Rassemblement National a porté ses fruits, et lorsque l'on ajoute les différentes alliances d'autres participants aux élections, cela a contribué à leur défaite électorale. Toutefois, un problème se pose désormais concernant la direction que prendra la formation du nouveau gouvernement. Selon l'actuelle configuration des forces, personne n'a de majorité absolue, même pas dans une coalition avec des partis politiques plus petits. C'est pourquoi Macron tarde à former un nouveau gouvernement, n'ayant aucune échéance légale. Il est clair qu'il évitera de convoquer de nouvelles élections, car beaucoup s'attendaient à ce qu'il soit battu, mais il a néanmoins « survécu » politiquement. Pourtant, l'instabilité dans la vie politique française persiste. En septembre 2024, après plus de deux mois suivant les élections, Michel Barnier a été élu Premier ministre. Il avait occupé deux mandats en tant que commissaire européen pour la politique régionale

et le marché intérieur, et a été l'un des principaux négociateurs lors du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en 2016. Barnier a également exercé plusieurs fonctions ministérielles à différentes périodes, lorsque divers hommes politiques occupaient les plus hautes fonctions de l'État, tels que François Mitterrand, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy. Barnier est arrivé à la fonction de Premier ministre en tant que membre des Républicains, et son positionnement politique peut être caractérisé comme étant légèrement à droite, ce qui a servi de base à de nombreux arguments affirmant que Macron avait fait une certaine concession à la droite. Les membres de son option politique l'ont souvent décrit comme un « macroniste déçu », qui, au cours des années précédentes, avait fréquemment critiqué Macron, mais le consensus public était que, sur de nombreuses questions clés telles que l'économie et les perspectives de fonctionnement de l'Union européenne, il s'accordait avec les solutions proposées par Macron. Les conflits avec Macron ont commencé en 2019, lorsqu'il n'a pas soutenu sa candidature à la présidence de la Commission européenne, ainsi qu'en 2020, lorsqu'il a conditionné son accession au poste de Premier ministre à la condition qu'il quitte les Républicains, pour remplacer Édouard Philippe.

Pourtant, ce gouvernement a été renversé le 4 décembre. La motion de censure a été votée par 331 députés, ce qui représente une large et stable majorité, étant donné que la majorité minimale est de 289 députés. Le gouvernement a été renversé par des forces politiques des deux bords, à la fois de la gauche et de la droite, et l'élément déclencheur de ce vote a été l'adoption de la loi sur le budget. Après seulement quelques jours, Macron a proposé un nouveau candidat pour le poste de Premier

Nikola N. Perišić

Contexte et conséquences des élections législatives anticipées en France en 2024 : L'ascension des acteurs de la droite et de la gauche politiques



Journal français *Le Monde*, carte des résultats des élections, Paris, le 24 avril 2017

Photo: Shutterstock

ministre, en la personne de François Bayrou, qui est le leader du Mouvement Démocrate centriste, l'un des plus petits partis politiques en France. Il possède également une expérience politique de plusieurs décennies dans divers gouvernements français et à la Commission européenne. Le besoin que le gouvernement ne dure pas peu de temps se reflète dans le fait que Bayrou a nommé d'anciens premiers ministres, Elisabeth Borne et Manuel Valls, comme membres de son gouvernement. Le gouvernement a été choisi grâce à un soutien minoritaire, ce qui signifie que la question d'un vote de censure peut facilement être inscrite à l'ordre du jour à tout

moment. Ainsi, Bayrou est devenu le quatrième Premier ministre français de l'année 2024, et le sixième depuis l'élection de Macron à la présidence, c'est-à-dire depuis 2017. C'est précisément cette question de la confiance au gouvernement au parlement français qui a été soulevée au début de février 2025. L'ordre du jour du parlement comprenait la question du budget, que l'Assemblée n'a pas adoptée en 2024, mais les partis de gauche, dirigés par La France Insoumise, ont réussi à inscrire également un vote de confiance au gouvernement. La motion de censure a été soutenue par 128 députés, ce qui n'a pas suffi à renverser ce gouvernement. Bayrou

a conservé son poste de Premier ministre grâce au fait que le Rassemblement National et les Socialistes n'ont pas soutenu la proposition de vote de censure.

Bien que l'image publique donnée soit celle d'une stabilité politique instaurée avec Bayrou à la tête du gouvernement en France, il est clair que ce gouvernement pourrait s'effondrer à tout moment. D'autant plus qu'il faut s'attendre à une montée des tensions entre les acteurs politiques à mesure que les élections présidentielles de 2027 approchent. Il ne serait donc pas surprenant que, d'ici la fin du mandat de Macron, il y ait d'autres changements à la tête du gouvernement. Il faut également prendre en compte un autre facteur, à savoir la redistribution du pouvoir politique au niveau géopolitique avec l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis et son désir de limiter le pouvoir de l'Union européenne et des principaux États membres de l'UE, dont la France fait partie. Par conséquent, Macron sera concentré sur les questions de politique étrangère, ce qui pourrait entraîner une négligence du statut du gouvernement, que des hommes politiques expérimentés comme Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon tenteront d'exploiter. Ainsi, se réalise pleinement l'observation de De Gaulle selon laquelle il est difficile de « gouverner un pays qui produit 246 fromages différents » (Vasović, 2008, p. 534).

Ce qui pourrait avoir les conséquences les plus grandes et les plus lointaines pour le futur du fonctionnement de la vie politique française est la séparation des élections présidentielles et législatives. Pendant plus de 40 ans, les experts français ont tenté de trouver une solution pour fusionner ces processus électoraux et réduire la possibilité de cohabitation. Si la France entre dans des cycles électoraux réguliers, la séparation des processus

électoraux pourrait augmenter la possibilité de cohabitation dans la période à venir, ce qui pourrait avoir un impact sur l'efficacité de la prise de décision et influencer le positionnement de la France au sein de l'Union européenne ainsi que sur d'autres questions géopolitiques importantes, où un rôle proactif de la France est attendu. En même temps, la cohabitation pourrait augmenter le niveau de crise politique en France et conduire à des changements fréquents de gouvernement.

Conclusion

Les élections législatives anticipées en France ont mis en évidence plusieurs tendances dans les processus politiques. Tout d'abord, les différentes crises sociales et politiques ont eu un impact sur le fonctionnement du système politique français, rendant nécessaire un changement majeur. La décision de Macron de convoquer des élections doit être perçue comme courageuse, surtout dans une situation où il a subi une défaite aux élections européennes et où tous les sondages indiquaient une forte probabilité d'un revers aux législatives. Cependant, cette décision doit également être mise en relation avec le fait qu'il ne dispose pas d'une autorité politique suffisante et qu'il ne pouvait résoudre autrement la crise au sein de la société française. Les élections ont montré que la gauche fait un retour en force en France, malgré la crise évidente que traverse cette orientation politique dans de nombreux pays. Mélenchon, grâce à son discours populiste, a réussi à rallier un grand nombre d'électeurs. Toutefois, l'évolution de sa carrière politique dépendra de la manière dont il parviendra à se positionner à l'avenir.

NOM DU PARTI POLITIQUE	POURCENTAGE DES VOTES OBTENUS	NOMBRE DES SIÈGES REMPORTEÉS
Rassemblement National – Marine Le Pen	17,3%	89
Coalition de gauche – Jean-Luc Mélenchon	31,6%	131
Renaissance – Emmanuel Macron	38,57%	245
Les Républicains	7,29%	61

Tableau 3. Résultats des élections législatives en France en 2022^[7]

Un autre élément clé à souligner à la lumière de ces élections est la progression de la droite en France, suivant une tendance observée dans toute l'Europe. Cela apparaît clairement dans le tableau 3, où l'on voit que le soutien au Rassemblement national a presque doublé en seulement deux ans. Il semble que ce soutien aurait pu se traduire par un nombre encore plus important de sièges si les votes avaient été répartis plus uniformément et s'il n'y avait pas eu de coopération électorale entre d'autres acteurs politiques. On observe également un net déclin du soutien à Emmanuel Macron, qui se trouve dans son dernier mandat présidentiel et pour qui cette baisse de popularité ne semble pas être une préoccupation majeure. Il est intéressant de noter que la gauche de Mélenchon a obtenu un pourcentage de voix inférieur lors des élections de 2024, mais qu'elle a su tirer parti du système électoral pour accroître son nombre de sièges. Cette maximisation s'est faite au détriment du Rassemblement national, pour les raisons évoquées précédemment.

Il est une fois de plus confirmé que le système électoral majoritaire entraîne une disproportion

entre le pourcentage des voix obtenues et le nombre de sièges attribués. Il est évident que De Gaulle et les législateurs à l'origine du système électoral actuel en France ont voulu favoriser la formation de gouvernements monocolores et structurer le paysage politique (Duverger, 1964, p. 219). Toute-

| 33

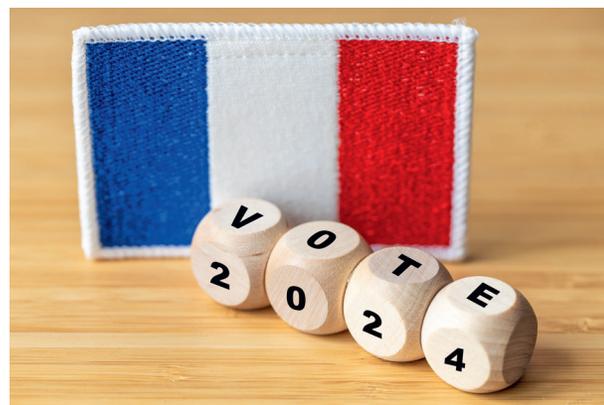


Photo: Shutterstock

fois, l'expérience des gouvernements de coalition en France, notamment ces dernières années, laisse penser que cela n'a pas nécessairement conduit à un

[7] Résultats extraits du site <https://data.ipu.org/parliament/FR/FR-LC01/election/FR-LC01-E20220612/> (consulté le 16.8.2024.)

fonctionnement plus efficace du système politique français. En effet, lors de la précédente législature, les Républicains ont dû soutenir Renaissance pour assurer une majorité, et une dynamique similaire semble se dessiner après les élections législatives anticipées de 2024. Une tendance positive se dégage également en matière de participation électorale, qui a nettement augmenté par rapport aux élections précédentes de 2022. À l'échelle européenne, une tendance croissante à l'abstention électorale est déjà observable, souvent liée à la défiance et à l'insatisfaction envers les élites politiques (Medel, 2024, p. 226). En revanche, le niveau élevé de culture politique propre à la France a joué un rôle déterminant dans la prise de conscience par les électeurs du contexte du processus électoral et, par conséquent, de son importance. Cette compréhension a favorisé leur mobilisation et contribué à l'augmentation du taux de participation (Voinea, 2023, p. 2296).

L'un des effets les plus significatifs de ce processus électoral réside dans la configuration des positions initiales en vue de l'élection présidentielle de 2027. Étant donné qu'Emmanuel Macron ne peut pas se représenter, la place du candidat

centriste demeure vacante, tandis que Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon apparaissent désormais comme les prétendants les plus sérieux. L'ancien Premier ministre Gabriel Attal, issu du parti de Macron, semble être un candidat fragile, et il est incertain qu'il parvienne à se qualifier pour le second tour. Dès lors, les choix stratégiques de Macron, notamment son rapprochement avec des figures politiques expérimentées comme Michel Barnier et François Bayrou, indiquent clairement que l'un d'eux pourrait devenir le candidat à la présidentielle de 2027 bénéficiant de son soutien. Tous les deux gravitent autour du centre dans leur action politique et partagent des positions similaires à celles d'Emmanuel Macron sur les questions les plus cruciales. C'est précisément pour ces raisons qu'ils pourraient obtenir son soutien indispensable, un facteur qui pourrait s'avérer déterminant dans la campagne présidentielle. Ainsi, la France sera confrontée à de nombreux défis politiques et sociaux dans les années à venir. Dans ce contexte, l'unité des principaux acteurs politiques sur les questions fondamentales serait essentielle, mais à l'heure actuelle, un tel consensus semble difficilement envisageable.

Bibliographie

- Anderson, B., and Secor, A. (2022). "Propositions on right-wing populism: Available, excessive, optimistic". *Political Geography*, XCVI, 1-10. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2022.102608>
- Bonansinga, D. (2022). "A threat to us: The interplay of insecurity and enmity narratives in left-wing populism". *The British Journal of Politics and International Relations*, XXIV (3), 511-525. DOI: <https://doi.org/10.1177/13691481221078187>
- Chloé, A., Bristielle, A. and Chazel L. (2021). "From The Front de gauche to La France insoumise: causes and consequences of the conversion of the French Radical Left to Populism". *Partecipazione e conflitto*, XIV (2), 933-953. DOI:10.1285/i20356609v14i2p933

- Dupoirier, E., and Sauger, N. (2010). „Four rounds in a row: The impact of presidential election outcomes on legislative elections in France“. *French Politics*, VIII (1), 21–41. DOI:10.1057/fp.2009.41
- Duverger, M. (1964). *Political Parties: Their Organization and Activity in the Modern State*. London: Methuen.
- Elgie, R. (2002). “La Cohabitation de Longue Durée: Studying the 1997-2002 Experience”. *Modern & Contemporary France*, X (3), 297–311. DOI:10.1080/09639480220151136
- Hubé, N., and Baloge, M. (2021). “France: Two separate Populist Parties; Two Separate Networks and one go-between Group”. *Studia Politica Slovaca*, XIV (2-3), 22–34. DOI:10.31577/SPS.2021-2.2
- Ignazi, P. (2020). “The four knights of intra-party democracy: A rescue for party delegitimation”. *Party Politics*, XXVI (1), 9–20. DOI:10.1177/1354068818754599
- Jager, A., and Borriello, A. (2020). “Left-populism on trial: Laclauian politics in theory and practice”. *Theory & Event*, XXIII (3), 740–764. DOI: 10.1353/tae.2020.0042
- Knapp, A., and Wright, V. (2006). *The Government and Politics of France*. London: Routledge.
- Marlière, P. (2019). “Jean-Luc Mélenchon and France Insoumise: The manufacturing of populism”. In: G. Katsambekis & A. Kioupiolis (eds.), *The populist radical left in Europe*. (93–112). London: Routledge
- Mazzolini, S., and Borriello, A. (2022). “The normalization of left populism? The paradigmatic case of Podemos”. *European Politics and Society*, XXIII (3), 285–300. DOI:10.1080/23745118.2020.1868849
- Medel, R. (2024). “When do active citizens abstain from the polls? Civic associations, non-electoral participation, and voting in 21st-century democracies”. *Acta Politica*, LIX (1), 220–244. DOI:10.1057/s41269-023-00290-x
- Mudde, C. (2007). *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mudde, C., and Rovira Kaltwasser, C. (2013). “Exclusionary vs. Inclusionary Populism: Comparing Contemporary Europe and Latin America”. *Government & Opposition*, XLVIII (2), 147–174. DOI: <https://doi.org/10.1017/gov.2012.11>
- Nohlen, D. (1992). *Electoral law and the party system*. Zagreb: Školska knjiga. [In Croatian]
- Orlović, S. (2011). “The electoral system and institutional design”. In: Z. Stojiljković and D. Spasojević (eds.), *Recommendations for amendments to electoral legislation in Serbia*, (31–50). Belgrade: National Democratic Institute for International Affairs, Serbia [In Serbian]
- Perrineau, P. (2003). *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et Législatives de 2002*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Petrović, D. (2013). *Geopolitics of France*. Beograd: Institut za međunarodnu politiku i privredu. [In Serbian]
- Ramiro, L. (2016). “Support for radical left parties in Western Europe: Social background, ideology and political orientations”. *European Political Science Review*, VIII (1), 1–23. DOI: <https://doi.org/10.1017/S1755773914000368>
- Samardžić, S. (2015). “The parliament’s powerlessness in times of crisis”. *Godišnjak FPN*, IX (13), 9–22. [In Serbian] Available at: <https://scindeks-clanci.ceon.rs/data/pdf/1820-6700/2015/1820-67001513009S.pdf>
- Vasović, V. (2008). *Modern Democracies*. Beograd: Službeni glasnik. [In Serbian]
- Venizelos, G., and Stavrakakis, Y. (2023). „Bound to fail? Assessing contemporary left populism.“ *Constellations*, XXX (3), 290–308. DOI: 10.1111/1467-8675.12638
- Voinea, C. F. (2023), “On the Challenge of Immigrant Integration. A political culture perspective on Western and Central Eastern Europe”. *European Quarterly of Political Attitudes and Mentalities EQPAM*, XII (1), 1–35. Available at: <https://ssrn.com/abstract=4366669>

Sources internet

<https://data.ipu.org/parliament/FR/FR-LC01/election/FR-LC01-E20220612/>

<https://results.elections.europa.eu/en/france/>

<https://www.euronews.com/my-europe/2024/07/01/french-election-results-winners-and-losers-in-paris>

<https://www.france24.com/en/france/20240704-2024-french-legislative-elections-results-of-the-second-round>

Milić, D. (2021). <https://novitreciput.org/propast-francuske-levice/>

Radio Slobodna Evropa. (2024). <https://www.slobodnaevropa.org/a/francuska-desnica-izbori-bardella-macron/33002796.html>